



REVUE DE PRESSE 26 FEVRIER 2022

# Téléphérique : pourquoi le projet ne tient plus qu'à un fil

La concertation sur le projet de transport par câble entre Lyon et Francheville s'est achevée le 15 février. Si le verdict sera rendu dans les prochaines semaines, sa réalisation semble de plus en plus improbable. Eclairage en 5 points.

Trois mois, cinq réunions publiques, des échanges à foison, une opposition déchaînée et des rebondissements. La concertation sur le projet de téléphérique entre Lyon et Francheville, qui s'est achevée le 15 février, s'est déroulée comme une bonne série. Mais, en attendant le verdict, le souhait du Sytral de mettre en place un transport par câble entre l'Ouest lyonnais et le centre de Lyon, très mal embarqué, se heurte à plusieurs écueils.

## ■ Maires : le coup de grâce de Rantonnet

Au centre du jeu, les maires des communes concernées ont joué leur partition. Véronique Sarselli (LR), maire de Sainte-Foy-lès-Lyon, sur le tracé, a été en première ligne pour crucifier le projet, tout comme Pierre Oliver (LR), maire du 2<sup>e</sup> arrondissement. Véronique Deschamps (La Mulatière) est montée au front petit à petit. Mais le coup le plus dur est intervenu le 3 février, quand Michel Rantonnet, le maire de Francheville, a tourné casaque dans la dernière ligne droite, lui qui était favorable au projet. « Il est venu le temps pour moi d'en tirer toutes les conclusions et d'analyser le projet dans sa globalité. [...] Les conditions ne sont pas réunies pour le transport par câble (TPC), tel qu'imaginé par l'exécutif vert de l'ex-Sytral. »

Pour ne rien arranger, même dans les rangs écologistes, la défense a été molle. Fanny Dubot, maire d'un 7<sup>e</sup> arrondissement dans lequel 3 des 4 fuseaux envisagés terminaient leur course, a estimé que le projet pourrait « permettre un accès plus direct à la nature ». Et le maire de Lyon Grégory Doucet a simplement indiqué chez nos confrères de *Lyon Mag* que si le projet était « abandonné pour de bonnes raisons, il n'y aurait pas de regrets ».

## ■ La population dit non

Dès le projet évoqué, une opposition s'est dressée contre le téléphérique. Le collectif « Touche pas à mon ciel », poussé par certains élus, a mené la contestation, mobilisant même 2 000 personnes le 21 novembre. Banderolles, stickers, manifestations, le « non au téléphérique » s'est propagé comme une traînée de poudre.



La concertation a pris fin le 15 février et le verdict devrait être rendu mi-mai. Photomontage Progrès/Elise COLIN

## D'autres lignes bientôt à l'étude ?

Si le projet Lyon-Francheville est mal embarqué, un abandon marquerait-il la fin du transport par câble dans la Métropole de Lyon ? Ce n'est pas certain. Ce mode de transport collectif a le vent en poupe et a fait ses preuves dans d'autres métropoles.

Dans son projet de mandat « Destinations 2026 », le Sytral a pointé deux autres lignes de transport par câble qui pourraient être étudiées, deux lignes qui figuraient déjà dans les cartons du Sytral avant l'arrivée des écologistes, quand Fouziya Bouzerda présidait le Sytral. À l'époque, le Sytral avait testé dix tracés et en avait retenu trois, dont Lyon-Francheville.

La « ligne 2 » relierait Caluire à Gare de Vaise, via le quartier de l'Industrie dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, en traversant la Saône. Le Sytral parle

d'une concertation à l'horizon 2023-2024 pour une éventuelle mise en service en 2028. La troisième ligne à l'étude irait de Rillieux-la-Pape au Grand Large à Décines-Meyzieu via le parc de Miribel Jonage, le tout en enjambant le Rhône et le canal de Jonage. Les dates évoquées sont les mêmes que pour la ligne 2.

Alors que la ligne 3 semblait la plus pertinente à l'époque, le nouvel exécutif a choisi, pari risqué, de miser sur Lyon-Francheville pour s'attaquer à l'engorgement de l'ouest lyonnais. Et ce malgré un secteur politiquement difficile et des problématiques d'insertion énormes. Retourneront-ils au charbon rapidement pour proposer une nouvelle ligne de transport par câble ? Le sujet pourrait être abordé dès ce printemps, quand le sort de Francheville-Lyon sera tranché.

Cette opposition a été renforcée par un sondage organisé par Sainte-Foy-lès-Lyon (77 % contre le projet), un référendum à La Mulatière et Sainte-Foy (95 % contre) et une consultation dans le 2<sup>e</sup> arrondissement de Lyon (80 % contre).

## ■ Le Métro E brouille le débat

Dès le départ, l'opposition a agité habilement « le chiffon » du métro E. Desservant l'Ouest lyonnais, le projet de nouvelle ligne entre Part-Dieu et Tassin Alai, bien lancé en 2019, est retourné à la case consultation à l'arrivée des écologistes, qui ont souhaité prioriser plusieurs projets de métros ou d'extensions. Affichant largement leur préférence pour la solution enterrée, la plus à même selon eux de désengorger l'Ouest lyonnais, les « antis » ont opposé ces deux projets, même s'ils n'ont pas les mêmes caractéristiques, les mêmes destinations, les mêmes dates de livraison estimées (2036 pour le métro, 2025-26 pour le TPC) et surtout le même prix

(1,5 à 2 milliards pour le métro, 160 millions pour le TPC).

## ■ Des soutiens inaudibles, les élus écologistes de plus en plus tièdes

Face à l'opposition active, le collectif pro-télécabines, mené notamment par Monique Cosson, ancienne conseillère régionale EELV, a eu du mal à se faire entendre. Surtout, au fur et à mesure de la concertation, Jean-Charles Kohlhaas, vice-président de la Métropole délégué aux transports, Bruno Bernard, président du Sytral et de la Métropole, et d'autres élus écologistes ont basculé d'un certain optimisme à un océan de perplexité. L'acmé est intervenu après le revirement du maire de Francheville, Jean-Charles Kohlhaas déclarant : « Il est fort probable qu'on recule sur ce projet, parce que les avis de la concertation vont dans ce sens, pas parce que des maires se sont opposés. » En off, certains élus verts confiaient même que le projet n'avait plus d'avenir.

## ■ Un enjeu politique

Il faut aussi mesurer l'impact politique du résultat de la concertation. Les nouveaux exécutifs écologistes ont fait de cette dernière un mode de gouvernance. Face à la levée de boucliers (1003 avis négatifs sur 1096 selon l'opposition), si le téléphérique était réalisé, quel serait le message ? Probablement celui d'un passage en force que pourrait exploiter aisément l'opposition. Et ce alors que d'autres énormes dossiers sont sur la table : consultation métro, rive droite, zone à faibles émissions... « L'objectif, c'est qu'on prenne en compte l'avis de tous. Il n'y aura ni gagnant, ni perdant, y compris si l'on abandonne le projet. C'est la démocratie qui sera gagnante dans tous les cas de figure », a ainsi promis Jean-Charles Kohlhaas. « A ce moment-là, on comprend bien qu'il prépare la retraite », analyse le député LREM Thomas Rudigoz, qui assistait à l'échange. Reste à attendre le bilan des garants le 15 mars puis celui de la concertation le 15 mai.

Jean-Philippe CAVAILLEZ

# Une piscine sur la rive droite du Rhône : le premier rêve des Lyonnais

« Comment imaginez-vous la rive droite du Rhône ? » Lancée dans le cadre de la concertation « Imaginez les quais de demain ! », la question était posée aux habitants pour recueillir leur avis sur le projet de réaménagement des quais. Alors que la concertation est terminée, *Le Progrès* s'est plongé dans les contributions laissées sur la plateforme « Je participe » de la Métropole. Bien sûr, il y est question de déplacements, à pied, en voiture, à vélo, en transport en commun et de l'envie de chacun de s'y sentir à sa place, en sécurité. Mais surtout, les Lyonnais se sont autorisés à rêver. Florilège en 8 idées.

## 1 Un lieu de baignade

« En 1988, Jacques Chirac avait dit : "On se baignera dans la Seine." Faisons-le à Lyon ! » L'idée, lancée par Rouslane, est partagée. Il y a Laetitia qui rêve d'installer une piscine éphémère printemps/été au bord du Rhône avec deux bassins (un pour les enfants un pour 4/5-ignes de natation).

Il y a Alex qui imagine « une piscine flottant à même le fleuve, avec une plage composée des sables alluvionnaires ». Il y a aussi ceux qui rêvent d'un lieu de nage surveillé et aménagé directement dans le Rhône.

## 2 Des jeux, du sport

Plusieurs fois, l'idée est revenue. A l'image d'Antoine qui, « devant le manque de jardins d'enfants sur la Presqu'île, devant leurs tailles minuscules et leurs surcharges », souhaite un espace de jeux « le plus grand possible et le plus végétalisé possible pour que les enfants puissent vraiment se défouler dans un espace oxygéné ». Comme celui du parc Blandan, par exemple, note Adelo.

On rêve aussi de terrain de pétanque, paniers de basket, grand circuit-parcours de billes, tables de ping-pong, fontaine brumisatrice, de mur d'escalade, de terrain de boxe, de musculation, d'accrobranche et de gymnastique.

Jean-Philippe, lui, propose « un terrain de volleyball, sport avec un afflux grandissant depuis les JO ».

## 3 Ambiance guinguette

On peut tout imaginer, même des pauses musicales. Ainsi Guillaume suggère « un kiosque avec un piano », comme celui du parc de la tête d'Or. Un autre contributeur rêve de « concerts sur une plateforme flottante sur l'eau en face des escaliers pont de la Guillotière ».

« Ici, on aimerait jardiner, jouer dans le sable, bronzer au bord de l'eau. On aimerait un coin pour que les bébés puissent jouer tranquillement. On aimerait également pouvoir lire dans des hamacs », notent les jeunes élus du conseil d'enfants du 1<sup>er</sup> arrondissement. Ambiance farniente et usages festifs de jour comme en soirée. Julien, lui, pense ainsi « plage, mojito, sable et transt ». Quant à Charly, ce serait plutôt « un food hall type "La commune" sous forme de guinguettes qui pourraient changer au fil des saisons ».

## 4 Un skatepark en béton

D'après Maxence, « la communauté du ride serait ravie de voir un nouveau skatepark street en béton à Lyon. Le long du Rhône ce serait très beau surtout rive droite. Agrémenté d'un parc vert avec de quoi s'asseoir et d'une fontaine publique ». Cet espace pourrait être créé, selon JCM, « sur le parvis au-dessus de la trémie et vers le pont Morand, débarrassé du flux automobile, dans le prolongement de la place Pra-



Parmi les invariants du projet de réaménagement de la rive droite du Rhône, les Verts ont voté moins de place à la voiture, la disparition de la trémie devant l'Hôtel-Dieu, plus de place pour les piétons, les cyclistes la création d'un site propre dédié aux transports en commun sur tout ou partie du linéaire, de la végétalisation et des nouveaux usages. Photo Progrès/Richard MOUILLAUD

del, principal spot de skate de la Métropole ».

## 5 Consommer et chiner

Pour Jerem, « il serait intéressant d'avoir de petits commerces de proximité qui s'adaptent au lieu, tels de petits kiosques accompagnés de bancs pour la consommation des produits achetés ».

Une idée complétée par Antonio qui, à l'image de ce qui se faisait « au Moyen Âge », verrait bien des échoppes sur les ponts avec des petites installations où les Lyonnais et les touristes pourraient prendre un petit encas, un journal, se poser... Alain, a pensé à des « barges hébergeant des stands forains pour constituer un marché (alimentaire ou autre) flottant ».

Et puis il y a Alain, qui « comme à Brème en plein centre-ville sur les quais du fleuve Weser », aimerait un vaste marché aux puces qui se déploierait sur les quais.

## 6 Des arbres et des roses

Ils sont nombreux aussi comme Alexis à vouloir profiter du réaménagement pour mettre du vert au cœur de la ville. Pour l'emplacement, il y a le choix. Ce serait au niveau du pont Morand, précisément. Ou plus largement, au centre du quai, avec la suppression du stationnement central. Cela pourrait être aussi comme le veut Bernard, devant l'Hôtel-Dieu, « à l'image des photographies du début du XX<sup>e</sup> siècle qui montrent deux rangs continus d'arbres. On doit pouvoir planter 50 à 70 arbres espacés de 7 à 9 mètres, du pont Wilson au pont de la Guillotière ».

Alex, lui, veut des berges naturelles comme le Gabiodiv. Il a même pensé aux essences : des espèces locales pour les quais bas et les espèces méditerranéennes sur les quais hauts. « Je pense à des pins d'Alep ou encore à des cyprès, qui grâce à leurs formes souligneront la symétrie des façades

architecturales de la rive. Sur les rebords des murs et des ponts, on pourrait mettre des plantes retombantes. » Bert, enfin, milite pour un retour des rosiers, « spécialité de la région lyonnaise », plantés tout au long du quai.

## 7 Cabanes dans les arbres

Djibbe propose de se servir des plus grands et plus beaux arbres pour construire des « plateformes belvédères ». Ce qui offrirait « un nouveau point de vue sur la ville, un rapprochement avec la nature, un attrait touristique ».

## 8 Des bornes de recharge

Ce contributeur suggère enfin d'avoir des points de recharge électrique (a minima pour smartphones, a maxima pour vélos et voitures) alimentés par petits panneaux solaires qui pourraient s'intégrer à du mobilier urbain multi-usages.

Tatiana VAZQUEZ

## Quel est le projet ?

A quoi va ressembler le réaménagement de la rive droite du Rhône, entre le pont de Lattre de Tassigny et le pont Gallieni ? Parmi les invariants, les Verts ont voté moins de place à la voiture, moins de place au stationnement, la disparition de la trémie devant l'Hôtel-Dieu, plus de place pour les piétons, les cyclistes, la création d'un site propre dédié aux transports en commun sur tout ou partie du linéaire, de la végétalisation et des nouveaux usages...

Pour le reste, c'est ouvert. Et c'était l'un des enjeux de la concertation qui vient de s'achever. La plateforme a enregistré 1 532 contributions. Elles étayeront le programme qui servira de base de travail aux urbanistes, paysagistes et architectes.

Ainsi, « au cours du premier trimestre 2022, le bilan de cette concertation sera joint au cahier des charges de la consultation pour la maîtrise d'œuvre », explique la Métropole qui prévoit de poursuivre la concertation en 2022-2023 pour un démarrage des travaux en 2025.

## Ceux qui s'inquiètent du sort des automobilistes

Parmi les contributions des Lyonnais invités à réfléchir au réaménagement de la rive droite du Rhône, il y a ceux qui dénoncent la réduction de la place faite aux autos. Parmi eux, celui qui veut bien « tout, à condition de garder 2 voies de chaque côté pour les voitures ». Celui qui propose « de maintenir 3 voies vers le nord et 2 vers le sud. Avec un aménagement propre comme sur Garibaldi, une zone bien séparée pour vélos et piétons, ce serait déjà très bien. » Et celui qui juge cette « concertation honteuse » et qui en « vilain citoyen », pense qu'il faut y laisser circuler des voitures.

### « Il y a des bouchons partout »

Tous ceux-là semblent inquiets. Des bouchons d'abord. Et, disent-ils, de la pollution. « Plus la circulation est fluide, moins une voiture pollue, surtout si elle est électrique ou hybride. Pensez à la population lyonnaise et périphérique qui ne va pas se mettre au vélo pour suivre vos délires », tance JM.

Tiop prédit « la catastrophe : vous supprimez un axe de circulation sans rien proposer comme alternative ! Les lignes TCL sont saturées, les parkings relais sont

saturés, le parking dans Lyon est saturé, il y a des bouchons partout. Vous bloquez les visiteurs et les commerces vont être pénalisés. » Dalido : « Si vous tenez absolument à redonner aux quais leur aspect de l'époque de la charrette à bras alors que l'économie a besoin des voitures, organisez la circulation par des voies souterraines. »

### « Avoir un immense parking souterrain »

Cette dernière idée a été suggérée plusieurs fois, d'ailleurs, comme celle de Thimothée qui afin de faire en sorte que les voitures occupent le moins d'espace possible à la surface, trouve qu'il serait chouette d'avoir un immense parking souterrain. Pour LT, « Avant de supprimer l'usage de la voiture, il serait utile de proposer des solutions de transport en commun. L'inclusion, ça marche aussi dans ce sens ! » C'est aussi ce que pense cet autre Lyonnais qui, pour rendre l'usage de la voiture occasionnelle, veut mettre en place de bonnes infrastructures pour les transports en commun (voies dédiées, bonne fréquence) et les vélos.

### Tous en vélo !

L'année 2022 sera marquée par le début de la construction des Voies Lyonnaises, pistes cyclables qui auront pour but de relier l'ensemble des territoires de la métropole lyonnaise.

Le premier tronçon de la ligne 1, qui reliera à terme Vaulx-en-Velin et Saint-Fons sur plus de vingt kilomètres, sera livré sur la rive gauche du Rhône entre les ponts Winston-Churchill et Lafayette. Un axe qui détient d'ailleurs le record de France de la fréquentation de vélos, avec plus de deux millions de cyclistes comptabilisés entre janvier et septembre selon la Ville de Lyon.

Mais la Métropole ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. « D'ici 2030, c'est plus de trois cent cinquante kilomètres de pistes cyclables et treize lignes qui verront le jour » indique Fabien Bagnon vice-président délégué à la voirie et aux mobilités.

Cette annonce qui avait plus ou moins fait l'unanimité à l'origine, commence doucement à faire grincer des dents car toutes ces pistes cyclables réduiront l'espace de circulation des voitures et créeront inévitablement des embouteillages et donc de la pollution. D'un côté le vélo pour moins de pollution, mais de l'autre les embouteillages et plus de pollution, un bon choix écologiste !



## Pont Wilson : les vélos ne slalomeront plus sur le trottoir entre les lampadaires

Il se sent « reconnaissant ». Sur les réseaux sociaux, le vice-président de la métropole de Lyon en charge des mobilités actives et de la voirie, Fabien Bagnon, annonce la naissance de son dernier bébé. Une piste cyclable toute neuve sur le pont Wilson. « Un point noir » résolu selon lui, alors qu'ici les cyclistes seraient de plus en plus nombreux, parmi lesquels ceux qui rejoindraient la piste cyclable des quais du Rhône entre le pont Wilson et le pont Lafayette, l'axe cyclable le plus fréquenté de France en 2021.

### Plus que trois voies pour les voitures

Le fait est qu'avec l'arrivée de cette piste réalisée sur l'emprise de la voirie, le trottoir retrouve son utilité première, celle de faire la part belle aux piétons, alors que jusque-là, une bande cyclable s'y trouvait, obligeant les cyclistes à slalomer entre les lampadaires.



Avant la réalisation de la piste cyclable, les vélos circulaient sur le trottoir du pont Wilson entre les lampadaires. Photo Progrès/Maxime JEGAT

Le pont Wilson qui circulait sur quatre voies vers la rive droite ne dispose plus que de trois voies pour les voitures. Et aux Lyonnais qui s'agaceraient que les Verts empiètent de l'espace sur les voies automobiles et provoquent des risques de bouchons, la réponse de Fabien Bagnon est toute trouvée : « Une file de circulation vélo étant 7 fois plus capacitaire qu'une file

voiture nous augmentons la capacité totale de ce pont et agissons donc pour l'intérêt général. »

Le pont Lafayette, l'un des axes cyclables les plus empruntés de la Métropole, serait dans le collimateur également pour accueillir une piste cyclable digne de ce nom, d'après l'élu. Et le pont de l'Université ? « Ce sera pour 2025 ou 2024 ».

## Ere et aire piétonnière !

Transformer la ville est l'objectif de la municipalité, en faisant le maximum pour limiter voire supprimer la circulation automobile.

### Du tout voiture au tout sans voiture !

Après plusieurs expérimentations piétonnes, la Ville de Lyon compte pérenniser la piétonnisation au cours de l'année 2022, sans définir véritablement le périmètre pour l'instant. Pour Grégory Doucet, maire de Lyon, « l'objectif n'est pas de lutter contre les voitures, mais de faire en sorte que les piétons puissent se déplacer dans la ville de manière confortable et sécurisée ». Un équilibre devra cependant être trouvé entre les riverains qui veulent pouvoir accéder à leur domicile en voiture, pour entrer dans leur garage, charger ou décharger, et les piétons.

L'intention de la ville est de prioriser les circulations piétonne et vélo, au détriment de la voiture trop polluante. Pour cela, des concertations sont lancées un peu dans tous les sens, pour connaître l'avis des Lyonnais, souvent à la marge, puisque pour la rive droite du Rhône par exemple, il existe des invariants, la population ne pouvant s'exprimer que sur les miettes. Dans ce dernier cas, certaines associations sont montées au créneau, le Comité Centre Presqu'île entre autres, qui appelle les « Presquiliens » à le rejoindre pour faire pression sur la municipalité afin que rien ne soit entrepris sur l'axe nord-sud, avant que la presqu'île ne soit apaisée.

# Moins de pics de pollution en 2021 : « La partie pas encore gagnée »

Dans son rapport annuel, Atmo, l'observatoire de la qualité de l'air en Auvergne Rhône-Alpes, dresse un bilan positif de 2021 mais pousse à faire encore plus, notamment en vue de la révision de la réglementation européenne en fin d'année 2022.

Chaque année dans la région, 4 300 décès sont dus à une exposition de la population aux particules fines (PM 2,5), issues principalement du chauffage individuel. Ces données émanant de Santé Publique France ne vont pas rassurer les habitants. Pourtant, la qualité de l'air ne cesse de s'améliorer depuis plus de quinze ans dans la région.

## 25 pics en 2021 contre 93 en 2011

L'exemple le plus concret réside dans l'évolution du nombre de pics de pollution : 25 en 2021 contre 93 en 2020, 47 en 2019 et 93 en 2011 !

« Même si ces épisodes sont toujours moins fréquents d'année en année, les périodes hivernales, avec les PM10, et estivales, avec l'ozone, sont à risque, prévient Atmo.

En 2021, 25 % des journées en vigilance l'étaient en raison de hausse des concentrations d'ozone et 75 % étaient liées aux PM 10. » Plus glo-



balement, les indicateurs de la qualité de l'air collent aux exigences réglementaires en vigueur. Si les PM 10 et PM 2,5 sont en très légère augmentation par rapport à 2020 – année très singulière avec la baisse du trafic liée aux confinements – le dioxyde d'azote se stabilise malgré des chiffres au-dessus de la norme autour du Périphérique de l'Est lyonnais et l'ozone diminue.

La tendance depuis 2007 est ainsi très positive. Entre 2007 et 2021, on constate une baisse de -43 % pour le

NO<sub>2</sub>, -47 % pour les PM 10 et -62 % pour les PM 2,5.

## Nouvelles normes : vers plus d'épisodes de pollution ?

« Pour autant, cette évaluation réglementaire se réfère à des valeurs fixées il y a près de quinze ans », tempère Atmo, qui prévient que « la partie n'est pas encore gagnée ». En septembre 2021, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié de nouvelles recommandations sanitaires et a particulière-

ment revu à la baisse les seuils sanitaires de référence par rapport à ceux édictés en 2005. De concert, l'Europe doit adopter une nouvelle directive sur ces seuils d'ici au 3<sup>e</sup> trimestre 2022 et il est probable que les arrêtés nationaux régissant l'activation des épisodes de pollution soient revus.

« Un alignement des valeurs réglementaires avec celles préconisées par l'OMS conduira à une très nette augmentation des territoires concernés par des dépassements ré-

glementaires », insiste Atmo. En clair, plus d'épisodes de pollution et sur une plus large partie du territoire.

**NO<sub>2</sub>** : dioxyde d'azote issu majoritairement de la circulation automobile.

**PM10 et PM2,5** : particules et particules fines issues majoritairement du chauffage individuel.

**O<sub>3</sub>** : ozone, issu de transformations chimiques sous l'effet du rayonnement solaire.

## Rouler au pas !

A part quelques axes vitaux très circulants, toutes les rues de Lyon passeront en « zone 30 » à compter du 30 mars 2022

D'ici un mois, la vitesse de circulation au sein de la ville de Lyon sera abaissée à 30 km/heure.

Cette mesure répond à trois enjeux majeurs, réduire les nuisances sonores liées à la circulation, limiter les effets de la pollution et réduire le nombre d'accidents, et cela n'est probablement que le début, car la métropole a écrit à l'ensemble des maires de son territoire, pour leur proposer de passer leur commune en zone 30. Une mesure adoptée par quelque unes. Fabien Bagnon vice-président de la Métropole souhaite qu'avant la fin du mandat, plus des deux tiers des habitants résident dans une commune en zone 30.

Selon certains élus, il est clair que la zone 30 vise à supprimer l'usage de la voiture en ville et à repousser les problèmes à l'extérieur « Apporter des solutions alternatives, comme le développement des transports en commun, serait plus judicieux, indique Yann Cucherat conseiller municipal, pour qu'elle soit efficace, il faudrait repenser la zone 30 sur l'ensemble de l'agglomération lyonnaise ».



# Manque d'effectif, « travail de BAC » : le ras-le-bol des policiers municipaux

Malgré une hausse de 1 400 euros brut par an, les policiers municipaux de Lyon dénoncent des conditions de travail « difficiles » et un manque d'attractivité sur les salaires. L'intersyndicale appelle à un mouvement de grève le 1<sup>er</sup> mars prochain.

La coupe est pleine pour les policiers municipaux de la Ville de Lyon. L'augmentation salariale de 1 400 euros brut par an, effective au 1<sup>er</sup> janvier et défendue par Laurent Bosetti, adjoint à la Promotion des services publics, n'aura pas suffi à calmer la colère des agents de la « PM ». Selon l'intersyndicale des policiers municipaux lyonnais (CGT, Unsa, CFTC, FO-PM), ce coup de pouce financier exclurait une partie des employés de la branche. « Un seul service profitera de cette augmentation et la Ville communique comme si elle concernait tout le monde », critique Bertrand, porte-parole de l'intersyndicale.

« Les agents d'accueil sont méprisés, pas pris en compte dans ces négociations. Mais je rappelle que ce sont des anciens, des blessés ou ceux qui ne peuvent plus faire de terrain », brandit-il.

## Les départs difficilement compensés par les recrutements

Les représentants syndicaux déplorent aussi un manque de personnel dans la police municipale. Sur ce point, syndicats et exécutif se livrent une bataille rangée de chiffres. Les premiers

parlent d'environ 271 effectifs totaux à Lyon quand Laurent Bosetti évoque, peu ou prou, 300 agents. Un nombre qui semble pour l'instant loin des objectifs exprimés par la mairie écologiste de porter les effectifs de policiers municipaux à 365 personnes à la fin du mandat.

Les départs, volontaires ou à la retraite, semblent être difficilement compensés par les recrutements. La faute à un « manque d'attractivité » des salaires à Lyon, selon l'intersyndicale. « Il peut y avoir entre 200 et 300 € bruts de différence entre Lyon et certaines communes », jure-t-il. Les missions difficiles dans certains quartiers, comme dans le secteur de la place Gabriel-Péri (Lyon 7) ou celui des Terreaux (Lyon 1), notamment les soirs de week-end, peuvent être aussi un frein à un recrutement.

## « On fait un travail de BAC »

« Nous avons eu trois quatre événements qui impliquaient des armes à feu à la Guillotière. En fin de semaine sur la Presqu'île, il y a des pickpockets partout, alerte Bertrand. Franchement, à Lyon, on fait un travail de BAC (Brigade anti-



Grégory Doucet, maire de Lyon, rencontre des policiers municipaux, vendredi 11 février, place Gabriel-Péri (Lyon 7). Photo d'archives Progrès/Stéphane MONIER

trand. J'ai eu six blessures graves qui nécessitaient des hospitalisations », assure-t-il. Fatigués des effets d'annonce, les membres de l'intersyndicale appellent désormais à un mouvement de grève, le 1<sup>er</sup> mars prochain. « Toutes les unités sont très mobilisées. On demande aussi aux ASVP [N.D.L.R. : les agents de surveillance de la voie publique] de se joindre à nous », clame Ber-

trand. Un rassemblement devant l'hôtel de ville est envisagé. « Mais l'objectif, c'est d'éviter tout cela. On peut transformer cet échec en réussite. On peut tous en ressortir grandis au bénéfice du service public », tempère-t-il. Une réunion entre la mairie et les représentants du personnel aura lieu le 28 février.

Stéphane MONIER

## Les agents n'ont pas envie de sourire

Dans un mail que *Le Progrès* a pu consulter, le service communication de la Ville recherche des policiers municipaux volontaires pour prendre des photos « souriantes » dans le cadre d'une campagne de communication visant à « illustrer un climat apaisé ».

Une demande malvenue selon l'intersyndicale. « Alors qu'une crise sociale sans précédent sévit à la police municipale de Lyon, le service communication de la Ville, via notre direction, nous sollicite pour des poses photographiques tout sourire [...] La vitrine magique cache le mal-être des policiers municipaux », pouvait-on lire dans un tract. « Économisez l'argent public utilisé pour ces mises en scènes, et redonnez le sourire avec des actes réels et concrets », terminait la missive.

Contactée, la mairie précise : « Il s'agit d'un appel à volontariat pour participer à une opération de communication institutionnelle classique qui présente les missions des agents de la police municipale au quotidien. C'est dans ce cadre que les agents volontaires participant à cette communication ont été invités à sourire. [Le sourire] est une attitude attendue de la part des policiers municipaux dans leur relation quotidienne aux habitants et aux usagers de la ville. »

## Laurent Bosetti : « D'un point de vue rémunération, la preuve d'amour est déjà là »

### ■ Sur l'augmentation de 1 400 € brut par an : « C'est presque un 14<sup>e</sup> mois »

« On a fait le choix d'une vraie revalorisation. Sur les 300 policiers municipaux, on en a 175 qui bénéficient des 1 400 € brut annuels. C'est presque un 14<sup>e</sup> mois. D'un point de vue rémunération, la preuve d'amour est déjà là [...] Aujourd'hui, on a une quarantaine de policiers municipaux qui toucheront 0 € de plus : les directeurs, les responsables de services et les agents d'accueil. Nous avons fait le choix de continuer à garder une hiérarchisation des métiers et des missions de la police, selon les compétences et les pénibilités. Cela permet aussi des évolutions de carrière. »

### ■ Sur l'augmentation des effectifs : « Je le réaffirme : l'objectif est de passer à 365 policiers municipaux à la fin du mandat »

« 2021 a été l'année de recrutement la plus importante qu'on a connue sur les cinq dernières années. Pour autant, le solde net ne bouge guère pour le moment. On a des réelles difficultés de recrutement, que je ne cache pas, mais qui ne sont pas propres à Lyon. Il manque 4 000 policiers municipaux en France. L'objectif, je le réaffirme, c'est d'augmenter de 20 % les effectifs et de passer à 365 policiers municipaux à la fin du mandat. Il n'y a pas d'économie de la municipalité à ce sujet. Depuis qu'on est arrivé, on ne peut pas se féliciter d'avoir augmenté les effectifs. Mais nous sommes encore dans la négociation des mesures d'attractivité. »

### ■ Sur le dialogue social : « On partage les mêmes objectifs »

« Je suis plutôt optimiste concernant la négociation. On partage les mêmes objectifs que les représentants du per-



Laurent Bosetti, adjoint au maire délégué à la Promotion des services publics. Photo fournie par la Ville de Lyon

sonnel, c'est-à-dire consolider les effectifs de policiers municipaux. Ce que j'attends beaucoup des négociations, c'est qu'on arrive à des débouchés le 28 février. Sur la question des dimanches travaillés, de la rénovation des locaux, le fait de prendre en charge pécuniairement l'entretien des vêtements de travail : on formule un certain nombre de propositions depuis le début. Il faut que l'effort se fasse dans les deux sens : on a pris des engagements sur la pénibilité, sur le régime indemnitaire. »

Recueilli par S.Mo

## Lyonnais, réveille-toi !

La propreté est l'affaire de tous. Les rues sales et les encombrants affectent la qualité de vie des habitants, aussi la métropole et la ville s'efforcent-elles de les entretenir. A ce propos, une réunion publique a eu lieu dans le 1<sup>er</sup> arrondissement, le lundi 7 février où des moyens considérables sont injectés pour la propreté.

### **Entretenir le mieux possible**

Il faut considérer que dans le centre-ville, il y a énormément de visiteurs. « La collectivité entretient le plus possible, indique Isabelle Petiot vice-présidente de la métropole déléguée à la propreté, dans certains quartiers comme place des Terreaux ou place Louis Pradel, nous passons quatre fois par jour ». Les rues prioritaires, République, Edouard Herriot sont nettoyées le matin, et les secondaires l'après-midi ; les camions de ramassage des corbeilles de propreté tournent toute la journée, tous les jours des agents entretiennent les espaces verts de l'arrondissement.

La production de déchets est le fait de la population, habitants et commerçants, mais aussi des visiteurs, très nombreux dans le 1<sup>er</sup>. « Notre objectif est de réduire de 25% la production de déchets dans l'arrondissement » indique la maire Yasmine Bouagga. Pour cela le



compost – des bornes seront déployées dans tout Lyon d'ici 2024 - la réduction des emballages, le réemploi sont en ligne de mire.

Les ordures ménagères sont ramassées par des camions de dix-neuf tonnes qui ont parfois des difficultés à circuler dans les rues étroites. Attention au stationnement gênant qui peut priver de collecte toute la rue pour un jour. Améliorer le tri pour permettre un meilleur recyclage est une suggestion de la maire du 1<sup>er</sup> qui précise que si les commerces ont peu de déchets, ceux-ci sont ramassés par la métropole, autrement ils doivent faire appel à un prestataire privé.

Quatre-vingt-cinq personnes sont engagées quotidiennement pour la collecte et le nettoyage dans le 1<sup>er</sup> arrondissement, car il y a beaucoup d'activité et de passage, des manifestations et une vie nocturne. Les habitants ne sont donc pas les seuls producteurs de déchets ! Dans tous les cas, le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas !

Pour toute réclamation : 04 78 63 40 40

# Vieux-Lyon : fermeture du centre d'hébergement pour sans-abri



L'Auberge de jeunesse qui permettait d'héberger des sans-abri, Montée du Chemin Neuf, va reprendre ses fonctions premières en avril-mai. Photo Progrès/Eric BAULE

**Mise à disposition par la Ville de Lyon, en novembre 2020, pour héberger des sans-abri, l'auberge de jeunesse va ouvrir ses portes en mai 2022. Les 140 sans-abri vont être relogés dans d'autres structures de la Métropole.**

Devenue un centre d'hébergement pour sans-abri en novembre 2020, l'auberge de la montée du chemin neuf, dans le Vieux-Lyon, va redevenir une auberge de jeunesse. « Avec sa réouverture en avril/mai 2022, l'auberge va reprendre ses fonctions premières », indique Sandrine Runel, adjointe aux solidarités et l'inclusion sociale à la Ville de Lyon, propriétaire du bâtiment.

Fermée depuis le premier confinement, la Ville avait souhaité mettre à disposition l'établisse-

ment pour accueillir des sans-abri dans le cadre du « plan froid », activé par la préfecture. Une demande rapidement acceptée par la Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ). La gestion du centre d'accueil et d'hébergement avait ensuite été confiée à l'association Entraide Pierre-Valdo. L'auberge pouvait accueillir 140 personnes, dont femmes avec enfants, familles ou encore femmes et hommes isolés. En ce mois de février, la plupart sont déjà parties.

« Les personnes seront réparties par les services intégrés de l'accueil et de l'orientation (SIAO) dans les différents dispositifs d'hébergement en fonction des places et de leur situation familiale », explique Yvan Couriol, directeur des activités Pierre-Valdo dans le Rhône. « C'était prévu depuis le début », assure la préfecture. « Le centre était temporaire, le temps des travaux de réhabilitation de l'auberge. La majorité des personnes ont déjà été relogées dans d'autres structures ».

« Accueillir les gens toute l'année »

Un exemple qui illustre le changement d'approche de

“ La majorité des personnes ont déjà été relogées dans d'autres structures ”

Yvan Couriol, directeur des activités Pierre-Valdo dans le Rhône

l'État sur l'hébergement d'urgence. En novembre dernier, la préfecture avait indiqué, lors d'une conférence de presse « en finir avec la gestion au thermomètre ». « Il n'y a plus de remise à la rue à la fin de l'hiver, les places ont été pérennisées ». L'objectif est d'avoir suffisamment de places pour accueillir les gens toute l'année et « éviter d'avoir une demande qui soit trop à la hausse en hiver et qu'on n'arrive pas à satisfaire », expliquait Christel Bonnet, directrice départementale de l'emploi du travail et des solidarités.

La préfecture avait annoncé que 1 340 places supplémentaires avaient été pérennisées en 2021, pour un parc d'hébergement qui s'élève à 7 897 places.

Victor DIWISCH

## 140

Le centre d'hébergement accueillait 140 personnes, dont femmes avec enfants, familles ou encore femmes et hommes isolés

---

## **RÉUNION PUBLIQUE D'INFORMATION SUR LE DEVENIR DE LA SALLE RAMEAU, LE 1<sup>ER</sup> MARS À 18 H 30**

La Mairie du 1<sup>er</sup> et la Ville de Lyon, avec leurs partenaires la Compagnie de Phalsbourg et le Groupe SOS, organisent cette réunion publique pour favoriser l'appropriation du projet par les habitant·e·s de l'arrondissement.

Cette réunion permettra de :

- présenter l'historique et cadre contractuel du projet, ses dimensions culturelles et patrimoniales, la phase de travaux et ses conséquences sur le quartier
- recueillir les questions et les réactions des habitant·e·s et des acteurs de la culture.

Réunion organisée à la Salle Rameau (sous réserve) ou en

Mairie du 1<sup>er</sup>.

# Una mostra bellezza : un voyage vers la beauté des chefs-d'œuvre de l'art italien

EN PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT CULTUREL ITALIEN ET LE CONSULAT GÉNÉRAL D'ITALIE, L'UCLY ACCUEILLE UN VOYAGE VERS LA BEAUTÉ JUSQU'AU 31 MARS PROCHAIN. L'EXPOSITION SE CONSTRUIT AUTOUR DE 36 CHEFS-D'ŒUVRE DE LA RENAISSANCE ITALIENNE SIGNÉS PAR 19 ARTISTES DE CETTE ÉPOQUE TELS QUE MICHEL-ANGE, LE CARAVAGE OU ENCORE LE TINTORET.

La Société des Amis du Musée des tissus et La Note Brève proposent  
Espace culturel St Marc, 10 rue Ste Hélène, 69002 Lyon  
Lundi 28 février 2022 à 18h30 : **Concert BALKANES**. Des voix féminines aux timbres fascinants créent un univers chatoyant, venu d'ailleurs.  
Mélancoliques ou espiègles, ces femmes alternent la pureté angélique de leurs voix et les rythmes endiablés des mélodies.  
Jeudi 3 mars 2022 à 18h30 : **Conférence sur la production contemporaine de porcelaine de Sèvres "1965-2020, un feu d'artifice planétaire à la manufacture de Sèvres"**